

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

CONTRAT MIXTE AVEC MARCHÉ PUBLIC DE CONCEPTION-
REALISATION

Réaménagement Ancienne ferme chemin de Rhulle



Date et heure limites de remise des candidatures :
Vendredi 27 juin 2025 à 12h00

SOMMAIRE

I. PRESENTATION DU MARCHE.....	3
Article I.1: Objet de la consultation	3
Article I.2: Pouvoir adjudicateur.....	3
Article I.3: Maître d'œuvre	3
Article I.4: Localisation des travaux	3
Article I.5: Précisions sur les caractéristiques de la réhabilitation et forme du contrat	4
Article I.6: Nomenclature CPV	7
Article I.7: Décomposition en lots	7
Article I.8: Décomposition en tranches.....	7
Article I.9: Variantes.....	8
Article I.10: Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	8
Article I.11: Délais d'exécution.....	8
Article I.12: Retrait du dossier	8
II. CONDITIONS GENERALES DE MISE EN CONCURRENCE	8
Article II.1: Type de consultation.....	8
Article II.2: Groupement d'entreprises	9
Article II.3: Contenu du dossier de consultation	11
Article II.4: Modification du dossier de consultation	11
Article II.5: Délais de validité des offres.....	11
Article II.6: Modalités de financement et Valeur estimée	11
Article II.7: Visite de site	11
III. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	12
Article III.1: Unité monétaire	12
Article III.2: Transmission des candidatures et des offres.....	12
III.2.1. Transmission sous support papier	12
III.2.2. Transmission électronique	12
Article III.3: Pièces relatives à la candidature	13
Article III.4: Pièces relatives à l'offre	14
IV. SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	17
Article IV.1: Sélection des candidatures.....	17
Article IV.2: Jugement des offres.....	18
Article IV.3: Prime	19
Article IV.4: Attribution du contrat mixte	20
V. DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE CANDIDAT RETENU.....	20
VI. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	21
VII. VOIES ET DELAIS DE RECOURS	21

I. PRESENTATION DU MARCHÉ

ARTICLE I.1: OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation est organisée par la Commune de BOURG-SAINT-CHRISTOPHE (01800) et vise à conclure un marché de conception-réalisation assorti d'une cession immobilière avec charges, en vue du réaménagement de l'ancien bâtiment agricole (ancienne ferme) située 8 chemin de Rhulle à BOURG-SAINT-CHRISTOPHE (01800).

La présente consultation porte ainsi sur un **contrat (ensemble contractuel) mixte** au sens de l'article L.1312-1 du Code de la commande publique :

« Lorsqu'un acheteur conclut un contrat unique destiné à satisfaire des besoins, objectivement indissociables, qui, d'une part, relèvent du droit commun des marchés prévu au livre 1er de la deuxième partie ou de son livre II relatif aux marchés de partenariat et, d'autre part, ne relèvent pas du présent code, ce contrat est soumis aux dispositions applicables à son objet principal. Lorsque l'objet principal du contrat ne peut être objectivement déterminé, le contrat est soumis aux dispositions des livres 1er ou II de la deuxième partie ».

L'ensemble contractuel mixte comprendra de manière indissociable la conclusion, avec l'opérateur choisi à l'issue de la présente consultation :

- ✓ D'un Marché de conception-réalisation pour la réalisation de locaux publics sous maîtrise d'ouvrage publique (micro-crèche et locaux pour les services communaux),
- ✓ D'une cession immobilière avec charges permettant la réalisation d'un programme immobilier privé de logements en mixité sociale (logements sociaux) et de locaux à usage professionnel.

Les deux projets (public et privé) seront à réaliser dans le cadre du réaménagement de l'ancien bâtiment agricole (ancienne ferme) situé 8 chemin de Rhulle à BOURG-SAINT-CHRISTOPHE (01800).

ARTICLE I.2: POUVOIR ADJUDICATEUR

Maître d'ouvrage : La Commune de BOURG-SAINT-CHRISTOPHE (01800), représentée par son Maire en exercice, Monsieur Bernard PERRET

Adresse : Place de la Mairie, 01800 Bourg-Saint-Christophe

Téléphone : 04 74 61 01 66

Responsable du projet : Estelle JANIN

Adresse électronique : bscmairie@orange.fr

ARTICLE I.3: MAITRE D'ŒUVRE

Sans objet (marché de conception-réalisation pour le projet sous maîtrise d'ouvrage publique et conception privée pour le projet sous maîtrise d'ouvrage privée).

ARTICLE I.4: LOCALISATION DES TRAVAUX

Lieu d'exécution : le tènement d'assiette du projet est situé 8 chemin de Rhulle, 01800 BOURG-SAINT-CHRISTOPHE ; il est constitué des parcelles cadastrées section 0B n°861, ZD n°165, ZD n°167 et ZD n°213 d'une contenance totale de 2542 m².

TERRAIN D'ASSIETTE DU PROJET



ARTICLE 1.5: PRECISIONS SUR LES CARACTERISTIQUES DE LA REHABILITATION ET FORME DU CONTRAT

1.5.1. Objectif de la consultation

La présente consultation a pour objectif la réalisation, dans un ancien bâtiment agricole implanté sur le tènement défini ci-avant (ancienne ferme située 8 chemin de Rhulle) :

- ✓ D'une micro-crèche de 12 places et de locaux pour les services communaux (marché de conception-réalisation sous maîtrise d'ouvrage publique) ;
- ✓ De logements sociaux et de locaux professionnels (conception et travaux sous maîtrise d'ouvrage privée) à BOURG-SAINT-CHRISTOPHE.

I.5.2. Contexte du projet de réaménagement et caractéristiques du terrain d'assiette du projet

La Commune de BOURG-SAINT-CHRISTOPHE (01800) se situe dans le département de l'Ain en région Auvergne-Rhône-Alpes. La Commune est située à 34 km du centre de LYON, à 3 km des Communes de PEROUGES et de MEXIMIEUX.

Selon le dernier recensement (2022), la population de la Commune de BOURG-SAINT-CHRISTOPHE est de 1540 habitants.

Le diagnostic du CAUE joint au dossier de consultation (Annexe 1), détaille la répartition des équipements publics actuellement présents sur la Commune de BOURG-SAINT-CHRISTOPHE.

Le tènement d'assiette du projet faisant l'objet de la présente consultation est constitué des parcelles cadastrées section 0B n°861, ZD n°165, ZD n°167 et ZD n°213.

Il est actuellement sous maîtrise foncière de l'Etablissement Public Foncier de l'Ain (EPF 01), lequel a acquis la propriété desdites parcelles dans le cadre d'une convention de portage foncier conclue avec la Commune de BOURG-SAINT-CHRISTOPHE.

L'ancien bâtiment agricole à réhabiliter est implanté sur la parcelle cadastrée section 0B n°861. L'exploitation de la ferme a cessé depuis environ 30 ans et se compose de locaux à usage agricoles au rez-de-chaussée (grange, étables et écurie), et d'un logement réparti sur une partie du rez-de-chaussée et en R+1 (partie nuit et combles non aménagés).

La surface de plancher totale du bâtiment est d'environ 1022 m² dont 836 m² environ pour les locaux à usage agricole ; **la Commune privilégie un projet sur la base de l'Esquisse 2** (voir Annexe 3 – Etude de faisabilité architecturale) **avec les modifications suivantes par rapport aux plans de l'Esquisse 2 :**

- ✓ **Des locaux pour les services communaux (pas d'atelier technique) en rez-de-chaussée Bas sur une surface de plancher d'environ 202 m² ;**
- ✓ **Escalier extérieur à supprimer :** accès de plain-pied ;
- ✓ **Des locaux dédiés à la micro-crèche situés en rez-de-chaussée Haut** (identifiés sur le plan en « R+1 ») avec une terrasse de 46 m² environ : les aménagements intérieurs seront à revoir et à proposer par les candidats.

Le projet devra respecter les dispositions du PLU en vigueur.

La Commune de BOURG SAINT CHRISTOPHE souhaiterait que la réhabilitation du bâtiment de l'ancienne ferme puisse aboutir à la création de logements en mixité sociale, de locaux à usage professionnel (projet privé), ainsi que des locaux pour la nouvelle micro-crèche et pour les besoins des services (pas d'atelier technique) de la Commune (projet public).

Le bâtiment de l'ancienne ferme est à cet égard idéalement situé (en entrée Nord Est du village) mais excède toutefois largement les besoins de la Commune pour l'aménagement des équipements publics envisagés (*locaux pour la micro-crèche et pour les services communaux*).

La Commune ne souhaite donc pas porter la maîtrise d'ouvrage de la réhabilitation de l'ensemble du bâtiment qui excéderait ses besoins et ses capacités financières.

I.5.3. Forme du contrat : contrat mixte global

Le contrat à attribuer à l'issue de la procédure de passation est un **contrat mixte global, non soumis à l'obligation d'allotissement** conformément aux articles L.2171-1 et 2 susvisés, et non découpé en tranches.

Le contrat (ou l'ensemble contractuel) mixte qui sera conclu à l'issue de la présente consultation, comprendra de manière indissociable :

- ✓ un **marché de conception-réalisation** conclu entre le titulaire désigné à l'issue de la présente consultation et la Commune de BOURG SAINT CHRISTOPHE, pour la réalisation sous maîtrise d'ouvrage publique des ouvrages publics (micro-crèche de 12 places et locaux pour services communaux) ;

La Commune entend en effet conserver la maîtrise d'ouvrage des travaux relatifs à la réalisation de la micro-crèche et des locaux des services communaux, tant pour exercer un plein et entier contrôle sur leur conception et leur exécution, que pour pouvoir prétendre à un financement éligible en partie à des subventions publiques (Etat, Région AURA, Département de l'Ain/ CAF...). Une acquisition par la Commune de locaux bruts au sein d'un projet privé (*dans le cadre par exemple d'une vente en l'état futur d'achèvement*) exclurait l'éligibilité du projet à des subventions publiques.

Les locaux pour les besoins de la Commune (micro-crèche de 12 places et services communaux) représenteraient une surface de plancher (SDP) d'environ 350 m² pour une SDP totale sur l'ensemble du bâtiment réaménagé comprise entre 1000 m² et 1300 m² environ ; des esquisses architecturales ont déjà été réalisées (voir Annexe 3 – Etude de faisabilité architecturale et Annexe 4 – Carnet de plans A3 ; **la Commune privilégie l'Esquisse 2**).

- ✓ **un avant-contrat ayant pour objet la cession immobilière** par l'EPF 01 à la Commune d'un ou plusieurs volumes permettant la réalisation sous maîtrise d'ouvrage publique des ouvrages publics précités ;
- ✓ **et un avant-contrat ayant pour objet la cession immobilière** par l'EPF 01 au titulaire retenu à l'issue de la présente consultation, d'un ou de plusieurs volumes permettant la réalisation sous maîtrise d'ouvrage privée d'un programme proposé par l'opérateur et incluant la réalisation de logements en mixité sociale ainsi que de locaux à usage professionnel.

La Commune n'entend pas exercer une influence déterminante sur la nature ou la conception de ces derniers travaux, cette conception devant être déterminée intégralement par le futur maître d'ouvrage privé et justifiant son association à l'opération dès la passation du contrat mixte à conclure.

Deux volumes ou lots au moins seraient donc à créer à l'intérieur du tènement constitué des parcelles cadastrées section 0B n°861, ZD n°165, ZD n°167 et ZD n°213 (*lot acquis par la Commune auprès de l'EPF 01 pour la réalisation du projet communal et lot cédé par l'EPF 01 à l'opérateur pour la réalisation du projet privé*).

La cession par l'EPF 01 du lot ou des volumes correspondant au projet privé sera consentie avec charges portant en particulier sur l'obligation de respecter l'esquisse architecturale de l'ensemble immobilier arrêtée à l'issue de la mise en concurrence et de mettre effectivement en œuvre les travaux afférents, afin de garantir la cohérence de l'ensemble immobilier et sa réalisation effective et complète.

Le recours au marché global de conception-réalisation est motivé par l'imbrication technique totale des locaux à réaménager sous maîtrise d'ouvrage communale à l'intérieur d'un ensemble plus vaste réhabilité sous maîtrise d'ouvrage privée pour la réalisation d'un programme immobilier privé.

Il est nécessaire d'associer l'entrepreneur de travaux aux études de l'ouvrage et sa désignation dès la conclusion du contrat mixte précité.

En effet, la faculté d'acquisition du ou des volumes (ou lots) correspondants à l'opération privée est strictement dépendante du montage technique et financier associant les missions de promotion, conception et construction du programme privé de logements et locaux à usage professionnel.

Les membres du groupement qui réalisera les travaux sous maîtrise d'ouvrage privée seront à ce titre indissociables et solidaires du membre bénéficiaire de la cession du ou des volumes correspondants.

En outre, selon l'étude technique réalisée par le bureau d'études ABC ÉCO, économiste de la construction, l'intervention concomitante de deux équipes différentes en charge chacune d'une partie de la réhabilitation (*constructeurs du maître d'ouvrage public et constructeurs différents pour le maître d'ouvrage privé*) entraînerait de nombreuses difficultés techniques et risques supplémentaires :

- ✓ **Absence d'unicité de la conception de la réhabilitation** par un même maître d'œuvre (*la Commune sera tenue de choisir son maître d'œuvre après une mise en concurrence*), pas de traitement global de la conception de la réhabilitation...

- ✓ **Difficultés pour la planification / Coordination** : interférences / interaction entre deux équipes sur un même lieu ou zone commune d'intervention impactant les délais. Planification plus détaillée / réunions de chantier plus fréquentes. Coûts supplémentaires en termes de temps de travail et de gestion de projet,
- ✓ **Interfaces** : conflits, reprises et retards. Chaque modification ou imprévu pour un projet sera de nature à entraîner des coûts supplémentaires pour les ajustements et les adaptations de l'autre projet,
- ✓ **Logistique** : plus complexe en termes de stockage des matériaux, d'accès aux zones de travail (contrôle d'accès) et de gestion des déchets,
- ✓ **Communication** : entre les deux opérateurs, le maître d'ouvrage et les autres intervenants **essentielle** pour assurer le bon déroulement des travaux.
- ✓ **Sécurité** : La présence de plusieurs équipes sur un même chantier augmente les risques d'accidents et d'arrêts de chantiers,
- ✓ **Assurance** : La présence de plusieurs entreprises sur le chantier complexifie les assurances et est de nature à entraîner des coûts supplémentaires pour couvrir les risques,
- ✓ **Responsabilités en cours d'exécution et garanties des constructeurs (responsabilité décennale...)** : la présence de deux équipes pour chaque maîtrise d'œuvre et corps d'état complexifie la détermination des responsabilités en cas de désordres.

Ces contraintes techniques et risques supplémentaires entraîneront également des surcoûts pour le projet de la Commune de l'ordre de 14 à 21% selon ABC ÉCO (Annexe 2).

L'imbrication de la maîtrise d'ouvrage publique et de la maîtrise d'ouvrage privée pour la réhabilitation globale du bâtiment de l'ancienne ferme, suppose donc à la fois une conception unifiée des travaux et la réalisation des travaux par le même opérateur (ou groupement d'opérateurs) sélectionné à l'issue de la mise en concurrence.

Enfin, l'imbrication d'un ouvrage ayant vocation à recevoir du public (micro-crèche) au sein d'un bâtiment destiné à des logements individuels et locaux commerciaux, implique le respect d'exigences techniques et des normes différentes, de nature à rendre plus complexe la conception et la conduite globale de l'opération de construction.

Ces raisons exigent ainsi que la réhabilitation de l'ensemble du bâtiment soit confiée à un même opérateur en charge de la conception et de la réalisation des travaux de réhabilitation sur l'ensemble du bâtiment.

ARTICLE I.6: NOMENCLATURE CPV

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
71240000-8	Services de conception et de planification architecturale
4520000-9	Travaux de construction
45211341-1	Travaux de construction d'appartements
45211350-7	Travaux de construction de bâtiments multifonctionnels
45111100-9	Travaux de démolition

Voir site :

<https://marchespublics.ain.fr>

ARTICLE I.7: DECOMPOSITION EN LOTS

Il n'est pas prévu de décomposition en lots (marché global).

ARTICLE I.8: DECOMPOSITION EN TRANCHES

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

ARTICLE I.9: VARIANTES

Par application de l'article R.2151-8.2° du Code de la Commande Publique :

Les variantes sont : ☒ autorisées ☐ refusées ☐ imposées

Les variantes proposées devront respecter les exigences suivantes : conserver au maximum la structure de l'enveloppe d'origine du bâtiment et répondre aux besoins exprimés par la Commune à l'**article I.5** du présent règlement de la consultation (*possibilité de présenter une offre variante sans offre de base*).

ARTICLE I.10: PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)

Le Présent marché ne comprend pas de PSE.

ARTICLE I.11: DELAIS D'EXECUTION

La durée du marché de conception-réalisation a été estimée à 24 mois (dont 9 mois d'Etudes et 15 mois de Travaux) à compter de sa notification. L'ouverture de la micro-crèche y compris de son aménagement intérieur est projeté en janvier 2028. Dans ce cadre, la livraison des locaux publics (micro-crèche et locaux pour les services communaux) est projetée en décembre 2027.

Le délai d'exécution pour les locaux publics et le projet de réaménagement privé résultera des offres des candidats et sera fixé dans le contrat mis au point avec l'attributaire.

Il est attendu que les soumissionnaires s'engagent sur un calendrier contractuel d'exécution de la conception-réalisation des locaux publics en l'intégrant en interface de l'opération privée de conception-réalisation du programme de logements et de locaux à usage professionnel dont le calendrier devra être précisé dans l'offre.

ARTICLE I.12: RETRAIT DU DOSSIER

Le dossier de consultation est téléchargeable sur la plateforme de dématérialisation :

<https://marchespublics.ain.fr/>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

II. CONDITIONS GENERALES DE MISE EN CONCURRENCE

ARTICLE II.1: TYPE DE CONSULTATION

Procédure adaptée soumise aux dispositions des articles L.2123-1, R.2123-1 à R.2123-8, R.2131-12 à R.2131-13 du Code de la commande publique.

La consultation est sous forme restreinte avec une phase éventuelle de négociations.

Phase 1 - Sélection des candidatures

Après analyse des capacités des candidats sur la base des critères de sélection des candidatures définis ci-dessous et classement des candidatures, le pouvoir adjudicateur retiendra :

- 3 candidats, sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures reçues et de capacités suffisantes au regard des critères de sélection des candidatures.

Les candidats sélectionnés seront invités à remettre une offre dans un délai identique qui leur sera précisé dans le courrier d'invitation à remettre une offre.

Phase 2 - Sélection des offres

Le pouvoir adjudicateur analysera les offres initiales des candidats sélectionnés à l'issue de la phase « candidatures » et pourra engager des négociations avec l'ensemble des candidats sur la base de leur offre initiale.

Conformément à l'article R.2123-5 Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation ou après négociation.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur décide de négocier, celui-ci entamera une ou plusieurs phases de négociations.

Dans le cadre de la négociation, les offres irrégulières et inacceptables pourront devenir régulières et acceptables, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. En ce cas, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. À l'issue de la négociation, les offres demeurant inacceptables ou irrégulières seront éliminées.

Pour autant, il est précisé que conformément à l'article R.2152-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu d'inviter les soumissionnaires à régulariser leur offre irrégulière ; il peut décider de rejeter les offres irrégulières avant le début des négociations ou au cours de celles-ci.

La négociation aura un caractère écrit et se déroulera dans le strict respect des principes d'égalité de traitement et de transparence. Elle pourra porter sur tous les éléments de l'offre, notamment sur les prix, sans toutefois modifier l'objet de la présente consultation.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à fournir une information simultanée à l'ensemble des candidats concernés sur le contenu des éléments négociés (*prestations, conditions techniques, prix/ conditions financières, délais...*).

Les offres définitives seront classées conformément aux critères de jugement des offres indiqués au sein du présent règlement et l'offre économiquement la plus avantageuse sera retenue.

ARTICLE II.2: GROUPEMENT D'ENTREPRISES

Les dispositions des articles L.2171-7, R.2142-19 à R.2142-27 du Code de la commande publique, sont applicables aux groupements d'entreprises candidats à la présente consultation.

Conformément aux dispositions de l'article L.2171-7 du Code de la commande publique, le soumissionnaire devra identifier au sein de son offre l'équipe de maîtrise d'œuvre chargée de la conception totale de la réhabilitation de l'ancien bâtiment agricole et du suivi de sa réalisation.

En application de l'article R.2142-21 du Code de la commande publique :

- ✓ Un opérateur architecte n'est pas autorisé à présenter pour le contrat mixte plusieurs candidatures en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ou en agissant à la fois en qualité de membre de plusieurs groupements.
- ✓ Un opérateur constructeur n'est pas autorisé à présenter pour le contrat mixte plusieurs candidatures en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ou en agissant à la fois en qualité de membre de plusieurs groupements
- ✓ Un opérateur promoteur n'est pas autorisé à présenter pour le contrat plusieurs candidatures en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre

- d'un ou plusieurs groupements ou en agissant à la fois en qualité de membre de plusieurs groupements
- ✓ Un opérateur ingénieur structure n'est pas autorisé à figurer dans plus de deux candidatures, que ce soit en qualité de candidat individuel et/ou de membre d'un ou plusieurs groupements
 - ✓ Un opérateur ingénieur thermique et fluide n'est pas autorisé à figurer dans plus de deux candidatures, que ce soit en qualité de candidat individuel et/ou de membre d'un ou plusieurs groupements
 - ✓ Un économiste de la construction n'est pas autorisé à figurer dans plus de deux candidatures, que ce soit en qualité de candidat individuel et/ou de membre d'un ou plusieurs groupements.

Le non-respect de ces interdictions pourra entraîner l'élimination sans examen de chacun des groupements concernés.

Les candidats se présentant en groupement d'entreprises sont informés que la forme du groupement est laissée à leur libre choix (conjoint ou solidaire). En tout état de cause, en cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire des autres cotraitants.

Les équipes de conception et de réalisation devront justifier leurs compétences au regard des critères de jugement des candidatures précisés au chapitre 5 ci-après.

L'exécution du contrat impliquant l'établissement d'un permis de construire, le groupement attributaire doit comporter un architecte inscrit à l'ordre, conformément à la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecte, étant précisé que les règles déontologiques des architectes leur interdisent d'intervenir en qualité de sous-traitant pour le projet architectural.

Conformément à l'article R.2142-24 du Code de la commande publique, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

Enfin, il est rappelé les dispositions suivantes du Code de la commande publique :

Art. R.2142-3 du CCP : « Un opérateur économique peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs. L'acheteur peut exiger que les opérateurs économiques concernés soient solidairement responsables dans la mesure où cela est nécessaire à la bonne exécution du marché. Dans ce cas, l'acheteur justifie cette exigence dans les documents de la consultation.

Dans le cadre de procédures incluant une ou plusieurs phases de négociation ou de dialogue, l'acheteur peut autoriser le candidat qui en fait la demande à se constituer en groupement entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché, avec un ou plusieurs des candidats invités à négocier ou à participer au dialogue ou un ou plusieurs des opérateurs économiques aux capacités desquels il a eu recours, lorsque les conditions suivantes sont remplies :

1° Le groupement dispose des garanties économiques, financières, techniques et professionnelles exigées par l'acheteur pour participer à la procédure ;

2° La constitution d'un groupement ne porte pas atteinte au principe d'égalité de traitement des candidats ni à une concurrence effective entre eux-ci. »

Art. R.2142-26 du CCP : « Sans préjudice des dispositions de l'article L.2141-13, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché. Toutefois, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en

proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées. L'acheteur se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies. Dans le cadre de procédures incluant une ou plusieurs phases de négociation ou de dialogue, l'acheteur peut également autoriser le groupement qui en fait la demande à modifier sa composition lorsque les conditions suivantes sont remplies :

1° Le groupement dispose des garanties économiques, financières, techniques et professionnelles exigées par l'acheteur pour participer à la procédure ;

2° Cette modification ne porte pas atteinte au principe d'égalité de traitement des candidats ni à une concurrence effective entre ceux-ci. »

ARTICLE II.3: CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation (Phase « candidatures ») contient les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de consultation
- Annexe 1 – Diagnostic CAUE
- Annexe 2 – Notice descriptive sommaire (Cabinet ABC ECO – Economiste)
- Annexe 3 – Etude de faisabilité architecturale (Cabinet BERTHET LIOGIER CAULFUTY – géomètre)
- Annexe 4 – Carnet de plans A3

ARTICLE II.4: MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée par la remise des offres, des modifications au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE II.5: DELAIS DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours (cent quatre-vingt jours) à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE II.6: MODALITES DE FINANCEMENT ET VALEUR ESTIMEE

Les modalités de financement sont les fonds propres, l'emprunt et les subventions.

La valeur du marché pour la conception et la réalisation des locaux sous maîtrise d'ouvrage du Pouvoir Adjudicateur est estimée, hors subvention, à environ 1 800 000 € hors taxes (valeur Mai 2025), en euros constants (c'est-à-dire hors inflation) et sur la durée totale du marché.

Le prix du ou des volume(s) affecté au projet privé (logements en mixité sociale et de locaux à usage professionnel), dont la cession au titulaire du contrat mixte à conclure est prévue, fera l'objet d'une proposition dans l'offre des soumissionnaires.

ARTICLE II.7: VISITE DE SITE

La visite du site, sur rendez-vous auprès de la Mairie, est obligatoire pour les candidats admis à remettre une offre. Les candidats seront réputés avoir établi leur offre en ayant une parfaite connaissance des lieux du projet et des contraintes d'exécution des travaux, leur permettant d'établir leur offre techniquement et financièrement complète et adaptée.

III. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

ARTICLE III.1: UNITE MONETAIRE

L'unité monétaire du marché est l'€uro

ARTICLE III.2: TRANSMISSION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures et offres seront entièrement rédigées en langue française.

III.2.1. Transmission sous support papier

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des plis par voie électronique pour cette consultation. Par conséquent, **la transmission par voie papier n'est pas autorisée.**

La date limite de réception des candidatures sur la plateforme est fixée au : **Vendredi 27 juin 2025 à 12h00.**

III.2.2. Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marchespublics.ain.fr/>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à tous les documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Par contre, la transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle candidature ou offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace la candidature ou l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://references.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

ARTICLE III.3: PIECES RELATIVES A LA CANDIDATURE

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L.2142-1, R.2142-3, R.2142-4, R.2143-3 et R.2143-4 du Code de la Commande Publique :

1. La lettre de candidature (formulaire DC1) ou document équivalent permettant d'identifier le candidat ou chaque membre du groupement si le candidat est un groupement d'opérateurs économiques.

Si le candidat n'utilise pas le formulaire DC1 uniquement : documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat ; copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire ; déclaration sur l'honneur pour justifier que l'opérateur :

- a satisfait à ses obligations fiscales et sociales
- n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner aux marchés publics prévus aux articles L2141-1 à L2141-10 du code de la commande publique
- est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés lorsqu'il y est assujéti (R2143-3 du code de la commande publique).

Si le candidat est un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir une déclaration sur l'honneur.

2. La déclaration du candidat (formulaire DC2) ou document équivalent permettant de s'assurer que le candidat ou chaque membre du groupement dispose des capacités économiques, financières et techniques suffisant pour l'exécution du marché.

3. Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le **chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public**, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;

4. Bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.

5. Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;

6. Une liste des travaux équivalents exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution du maître d'ouvrage pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

7. Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. **Afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, l'acheteur indique que les**

éléments de preuve relatifs à des services exécutés il y a plus de trois ans seront pris en compte. Pour des prestations d'architecture, de bureau d'étude technique thermique et structure, la durée est portée à 5 ans maximum.

8. Une déclaration indiquant les **effectifs moyens annuels** du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;

9. Indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de même nature que celle du marché public

10. L'indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Lorsque le candidat s'appuie sur les capacités d'un sous-traitant, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. Il produit en outre un engagement du sous-traitant (Formulaire DC4 ou document équivalent) prouvant que le sous-traitant mettra ses capacités à disposition du candidat pour l'exécution du marché public objet de la consultation.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature), DC2 (déclaration du candidat), DC4 (déclaration de sous-traitance). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site : www.economie.gouv.fr

DUME :

Le candidat peut déposer sa candidature en utilisant un document unique de marché européen (DUME).

Le DUME doit être remis :

- en cas d'opérateur seul : par l'opérateur,
- si le candidat utilise les capacités d'entités tierces : le candidat remet son DUME et un DUME pour chacune des entités tierces ;
- si le candidat est un groupement d'opérateur : par chaque membre du groupement

« Dites-le nous une fois » : Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation et dont le contenu demeure valable.

ARTICLE III.4: PIECES RELATIVES A L'OFFRE

Après sélection des 3 candidatures par le pouvoir adjudicateur, les candidats retenus seront invités à produire les éléments suivants au titre de leur offre (*liste le cas échéant modifiée/ complétée dans l'invitation à remettre une offre*) :

- Attestation de visite du site faisant l'objet de la réhabilitation, établie par la Commune
- Pour la réhabilitation sous maîtrise d'ouvrage publique : Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) remis dans le dossier de consultation aux candidats, daté et signé

- Pour la réhabilitation sous maîtrise d'ouvrage publique : un programme sommaire du projet valant Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) à établir par les candidats, daté et signé
- **L'offre financière du candidat, datée et signée et comportant :**
 - o Pour la réhabilitation sous maîtrise d'ouvrage publique : **un descriptif et un quantitatif (type DQE) détaillés lot par lot**, des prestations proposées et tout élément permettant de juger la solidité économique et financière du projet,
 - o Pour la réhabilitation sous maîtrise d'ouvrage publique : un **acte d'engagement** complété daté et signé
 - o Pour le projet de réhabilitation sous maîtrise d'ouvrage privée : **l'offre de prix pour l'acquisition du (des) volumes** à prélever sur le terrain d'assiette défini à l'article I.4 et devant donner lieu à la conclusion d'un avant-contrat entre le titulaire et l'EPF 01 (promesse de cession), en précisant un prix par m² de surface de plancher
- Pour la réhabilitation sous maîtrise d'ouvrage publique : La liste des sous-traitants que l'entrepreneur envisage de proposer à l'accord du maître d'ouvrage après conclusion du marché. Dans ce cas, les éléments concernant le(s) sous-traitant(s) seront fournis, sous la forme d'une annexe à l'Acte d'Engagement.
- Un **mémoire technique** rédigé conformément au cadre de mémoire technique que les candidats reprendront obligatoirement (forme obligatoire à respecter)
 - a) **Présentation d'ensemble de la réhabilitation sous maîtrise d'ouvrage publique et privée avec les éléments majeurs pour chacune d'elles** : descriptif sommaire du projet sous maîtrise d'ouvrage privée et cohérence architecturale et esthétique avec la réhabilitation sous maîtrise d'ouvrage publique (*le projet devra conserver au maximum la structure de l'enveloppe du bâti existant pour pouvoir s'inscrire dans l'architecture vernaculaire locale environnante*) **(6 pages A4 maximum) ;**
 - b) Pour les deux projets (réhabilitations publique et privée) : **engagements du candidat pour garantir la cohérence de l'ensemble immobilier et sa réalisation effective**, complète et conforme à l'esquisse architecturale proposée **(2 pages A4 maximum) ;**
 - c) **Note sur l'insertion paysagère des aménagements extérieurs projetés** : fourniture de pièces graphiques d'insertion paysagère et d'un descriptif sur les matériaux utilisés ; descriptif sommaire (nature des matériaux, nature des plantations et mobilier) des réaménagements prévus pour la place aux abords du bâtiment **(2 pages A4 maximum) ;**

Les prestations relatives aux aménagements extérieurs à décrire dans la note d'insertion, comprennent (sur la base de l'Esquisse 2 à modifier le cas échéant dans le projet proposé par le candidat) :

- Voiries véhicules en enrobé, compris bordure béton
- Voiries piétonnes en béton désactivé.
- Place de stationnement en revêtement drainant.
- Arbres et arbustes (essences communes adaptées à la région), compris paillage.
- Engazonnement des espaces verts.

- Mobilier urbain.
 - Marquages au sol et signalétique.
- d) **Note explicative et justificative sur les travaux envisagés sur la structure du bâti existant (murs, planchers et charpente) (3 pages A4 maximum) ;**
- e) **Note environnementale détaillée concernant les risques et nuisances pendant l'exécution des travaux :** mesures et organisation proposées pour la limitation du bruit, la limitation de la poussière, la gestion des flux liés aux chantier, la gestion des déchets, la propreté du chantier et de ses abords, la sécurité du chantier vis-à-vis des tiers **(2 pages A4 maximum) ;**
- f) Pour la réhabilitation sous maîtrise d'ouvrage publique : **note sur les textes et la réglementation applicable** au projet et réponses apportées en vue de la faisabilité du projet au regard des contraintes réglementaires (réglementation d'urbanisme applicable, DT-DICT...) **(2 pages A4 maximum) ;**
- g) Pour la réhabilitation sous maîtrise d'ouvrage publique, **note sur l'organisation et la méthodologie du candidat** pour exécuter l'ensemble des missions confiées **(15 pages A4 maximum),** dont :
- Composition de l'équipe avec identification du ou des responsables
 - Organisation de l'équipe et mode de fonctionnement
 - Mode d'échange au sein de l'équipe et avec le Maître d'Ouvrage
 - Les éléments rendus durant les différentes phases (ESQ, APS, APD, PRO, ACT, EXE, DET, OPC et AOR)
 - Organisation du chantier
 - Méthodologie pour respecter les délais
 - Méthodologie pour respecter le budget
 - Identification et gestion des contraintes (en étude et en chantier)
 - Gestion des interfaces public / privé
- h) Pour la réhabilitation sous maîtrise d'ouvrage publique et privée : **Calendrier prévisionnel** de mise en œuvre des deux projets de réhabilitation et engagements du soumissionnaire sur les délais de réalisation pour le projet sous maîtrise d'ouvrage publique **(1 page A3 maximum),** dont :
- Planning détaillé par semaine avec distinction des phases d'études et des phases de chantier ;
 - Mentionner les délais de validation laissés à la Mairie par l'équipe de Maîtrise d'œuvre ;
- i) Pour la réhabilitation sous maîtrise d'ouvrage privée : **Conditions suspensives et essentielles demandées** par le candidat pour la rédaction de l'avant-contrat en vue de la cession du (des) volumes nécessaires à la réalisation du projet privé de réhabilitation **(2 pages A4 maximum) ; détailler les délais dans lesquels les conditions suspensives devront être levées ;**

Attention : le nombre de pages maximum constitue un motif d'irrégularité des offres et les pages surnuméraires (pages excédant le nombre de pages maximum) ne seront en tout état de cause pas analysées.

- j) Pour la réhabilitation sous maîtrise d'ouvrage publique et privée : **plans en couleur échelle 1/100,** joints en annexe du mémoire technique, **comportant :**
- 2 Plans d'insertion dans le site (1 plan côté route principale et 1 plan côté chemin)
 - 1 Plan masse

- Plans des niveaux
- 2 Plans des coupes (coupe transversale et coupe longitudinale)
- Plans des façades

IV. SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

ARTICLE IV.1: SELECTION DES CANDIDATURES

Le nombre de candidats admis à soumissionner est limité aux trois (3) meilleurs candidats au regard des critères de sélection des candidatures et sous réserve de capacités suffisantes au regard des critères de sélection des candidatures.

La sélection et la vérification des candidatures sont effectuées selon les modalités définies aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique.

L'appréciation des capacités techniques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises.

L'acheteur qui constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

Le pouvoir adjudicateur n'est toutefois pas tenu d'inviter les candidats à régulariser ou compléter une candidature irrégulière ou incomplète.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés, pour vérifier si l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, la capacité économique et financière et les capacités techniques et professionnelles des candidats, sont suffisantes pour assurer les opérations suivantes :

- La conception et la réalisation des locaux publics (réaménagement sous maîtrise d'ouvrage publique)
- L'acquisition du ou des volumes pour la conception et la réalisation des logements en mixité sociale ainsi que de locaux à usage professionnel.

Après examen de leur recevabilité, **les candidatures seront classées et sélectionnées selon les critères suivants :**

- Capacité financière : 30 points ;

- Qualité des Références : 30 points ;

Qualité des références appréciée au vu de la nature, de l'échelle et de la complexité des projets, équivalentes à celles de la présente consultation (*nature et coût des travaux, surfaces de plancher, expérience/ références des candidats sur des projets de réhabilitation préservant l'architecture vernaculaire locale, capacité des projets à s'inscrire dans leur environnement naturel ou urbain, qualité de l'insertion du projet et de ses aménagements extérieurs dans l'espace public, performances énergétiques et environnementales, pertinence des expériences communes du groupement...*).

- Capacité technique et professionnelle : 40 points, dont Capacité d'étude (20 points) ; Capacité de réalisation (20 points)

La capacité technique et professionnelle sera appréciée au regard de l'adéquation et de la qualité des moyens humains (compétences des candidats) et des moyens techniques, proposés et affectés, **dont a minima :**

- Une entreprise générale spécialisée en rénovation
- Architecte membre de l'ordre des Architectes
- Economiste de la construction

- BET Fluides (électricité courants forts, courants faibles, SSI, chauffage, ventilation, climatisation et thermique)
- BET Structure
- OPC

En application des articles R.2142-15 et suivants du Code de la commande publique, le nombre de candidats admis à présenter une offre est fixé à 3.

Les 3 candidatures les mieux classées sur la base des critères ci-dessus seront retenues, sous réserve de la vérification d'absence d'interdiction de soumissionner à un marché public.

Les candidats sélectionnés seront informés et invités à participer à la Phase « Offres » dans les conditions prévues aux articles R. 2144-8 et R. 2144-9 du Code de la commande publique.

Conformément aux articles R. 2181-1 et R. 2181-2 du Code de la commande publique, l'acheteur informera sans délai les autres candidats du rejet de leur candidature.

ARTICLE IV.2: JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R.2152-1 et R.2152-2 du Code de la commande publique.

Le jugement et le classement des offres sera effectué sur la base des critères pondérés suivants :

1 - Valeur technique de l'offre : 60%

La **Note 1 (Valeur Technique)** sera établie de la façon suivante :

<p>- Qualité et pertinence technique, architecturale et esthétique du projet (y compris projet privé)</p> <p>Ce critère sera apprécié au regard des éléments a), c), d), f) et j) du mémoire technique du candidat</p>	40
<p>- Conditions suspensives demandées et engagements (hors financiers) du candidat</p> <p>Critère apprécié au regard des éléments b) et i) du mémoire technique du candidat</p>	5
<p>- Planification des travaux, délais prévisionnels</p> <p>Critère apprécié au regard des éléments h) du mémoire technique et cohérence des délais</p>	5
<p>- Organisation et méthodologie du candidat, gestion des risques et sécurité</p> <p>Critère apprécié au regard de l'organisation et la méthodologie proposées pour la réalisation des travaux dans un bâti existant (éléments e) et g) du mémoire technique)</p>	10
Notation sur	60 points

2 - Prix des prestations : 40%

La note prise en compte pour le critère « Prix des prestations » est déterminée comme suit :

A : Prix du marché du marché de conception-réalisation (prix versé au titulaire par le pouvoir adjudicateur en contrepartie de la remise des locaux publics) :

B : Prix versé par le soumissionnaire au titre de la cession du (des) volumes) pour le projet privé :

MoMax = A + B du candidat proposant le prix global le plus avantageux pour la Commune.

MoX = A + B du candidat analysé.

Nc = Note du candidat analysé

Formule notation du prix :

$$Nc = 40 + \frac{MoX - MoMax}{MoMax} \times 40$$

Les notes négatives du prix seront prises en compte. L'offre la mieux-disante étant l'offre ayant obtenue la note globale la plus élevée.

3 - Classement des offres

Le classement des offres sera établi sur la base de la note globale attribuée à chaque soumissionnaire, par addition des Notes 1 et 2 précitées. La note sera arrondie à la deuxième décimale qui donnera une note /100.

Conformément à l'article R2152-6 du Code de la Commande Publique, les offres seront classées par ordre décroissant. L'offre la mieux classée sera retenue.

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que si une offre paraît anormalement basse, le pouvoir adjudicateur peut la rejeter par décision motivée après avoir demandé par écrit les précisions qu'il juge opportunes et vérifié les justifications fournies (Article L2152-96 du Code de la Commande Publique).

Dans le cas où des erreurs matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre l'acte d'engagement et le détail de l'offre financière, l'entreprise sera invitée à confirmer son offre de prix inscrite dans l'acte d'engagement ; en cas de refus ou de modification de l'un au moins des deux montants globaux de l'acte d'engagement (montant global prévu pour le projet sous maîtrise d'ouvrage publique et montant global prévu pour le projet sous maîtrise d'ouvrage privée), son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de négocier l'ensemble des points avec les candidats et notamment le prix.

ARTICLE IV.3: PRIME

A l'issue de la consultation, chacun des soumissionnaires classés en 2^e et 3^e position, ayant remis une offre régulière, acceptable et appropriée, recevra une prime dont le montant est fixé à 10 000 € HT.

En revanche :

- ✓ **Candidat n'ayant pas remis d'offre ou ayant remis une offre trop lacunaire : pas de prime.**

En cas de groupement, les primes seront versées aux mandataires des groupements d'entreprises, charge à eux de répartir le montant de la prime entre les co-traitants.

En application de l'article R.2171-22 du code de la commande publique, la rémunération du titulaire du marché de conception-réalisation tient compte de la prime qu'il a reçue.

ARTICLE IV.4: ATTRIBUTION DU CONTRAT MIXTE

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats retenus fournissent, dans les 8 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur, les pièces suivantes (R2143-6 à R2143-10 du Code de la Commande Publique) :

- Une **déclaration sur l'honneur signée** du candidat, attestant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la Commande Publique, notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L5212-1 à L5212-11 du code du travail ;
- Une attestation justifiant de la **régularité de sa situation fiscale** ;
- Pour le contractant établi en France (D8222-5 à D8254-2 à D8254.5 du code du travail) :
 - Une **attestation de fourniture des déclarations sociales** et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions **datant de moins de six mois** ;
 - Lorsque l'**immatriculation du cocontractant** au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - a) un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
 - b) une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - c) un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - d) un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
 - La **liste nominative des salariés étrangers** employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L5221-2 du code du travail et indiquant pour chaque salarié :
 - 1° sa date d'embauche
 - 2° sa nationalité
 - 3° le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail
- Pour le contractant établi hors de France, les pièces indiquées aux articles R1263-12 et D8222-7 du code du travail.

V. DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE CANDIDAT RETENU

Le candidat retenu devra fournir les certificats et attestations des articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique dans un délai ne pouvant pas être supérieur à 8 jours.

Les documents à remettre seront les suivants pour l'ensemble des co-traitants et sous-traitants éventuels :

- Extrait K bis de moins de 3 mois
- Attestation d'assurance couvrant les risques professionnels
- Ensemble des certificats fiscaux et sociaux à jour
- Attestation de non redressement judiciaire

VI. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marchespublics.ain.fr>.

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des candidatures ou des offres.

Une réponse sera alors adressée sur le profil d'acheteur à tous les candidats ayant téléchargé le dossier et identifiés sur le profil d'acheteur, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des candidatures ou des offres.

VII. VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Lyon

184 rue Duguesclin

69003 LYON

Tél: 04 78 14 10 10

Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision administrative.
- Recours en contestation de validité du contrat pouvant être exercé dans le délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.